

Unité interdépartementale des deux Savoie

Annecy, le **- 8 FEV. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19 janvier 2022

Contexte et constats

Publié sur

GÉORISQUES

SYNDICAT MIXTE DU LAC D ANNECY

310 route du champ de l'Ale, 74650 CHAVANOD

Références : 20220119-RAP-InspectionUiomSila

1. Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 janvier 2022 dans l'établissement exploité par le SYNDICAT MIXTE DU LAC D ANNECY implanté 310 route du champ de l'Ale, 74650 CHAVANOD. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYND MIXTE DU LAC D ANNECY
- 310 route du champ de l'Ale 74650 CHAVANOD
- Code AIOT dans GUN : 0006104565
- Régime : A
- Statut Seveso : NS

L'incinérateur de Chavanod est réglementé par arrêté préfectoral du 9 septembre 2021 pour les activités suivantes :

- incinération de déchets non dangereux, sous le régime de l'autorisation,
- transit de déchets non dangereux stockés en balles, sous le régime de l'enregistrement,
- déchetterie pour les professionnels, sous le régime de la déclaration.

Le SILA est le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation et à ce titre l'exploitant. Il fait appel à la société IDEX pour l'exploitation des installations en qualité d'opérateur.

L'établissement a fait l'objet d'importants travaux de requalification débutés en 2014, comprenant le remplacement de deux de ses trois fours et la suppression du troisième, le remplacement des dispositifs de traitement des fumées afin d'abaisser les rejets atmosphériques notamment en NOx et l'optimisation de la performance énergétique. Après les travaux, les installations ont été redémarrées selon le planning suivant :

- Ligne 3 : remise en service en février 2019 mais, suite à des problèmes de blocage de grilles et de colmatage de la chaudière, fonctionnement en régime stable depuis septembre 2019,
- Ligne 1 : remise en service le 28 août 2020, mise en service industriel en décembre 2020.

Les thèmes retenus pour la visite du 19 janvier 2022 qui s'inscrivait dans le cadre du programme annuel d'inspections de la DREAL sont les suivants :

- respect du diagramme de combustion des fours,
- gestion des produits et des déchets pulvérulents,
- prise en compte du retour d'expérience du rejet de poussières de mars 2021,
- représentativité des mesures en continu,
- gestion des mâchefers,
- dépassements des limites réglementaires de rejets atmosphériques en 2021,
- enregistrement vidéo des déchargements de déchets.

2. Constats

2-1. Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2. Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire |
|--|--|
| Respect des limites réglementaires des rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 3.5.3 |
| Conditions générales de la surveillance des rejets | Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 3.6.1 |
| Gestion des mâchefers | Arrêté Ministériel du 18 novembre 2011, article 1 |
| Contrôle vidéo des déchargements de déchets | Code de l'environnement, article D. 541-48-1 |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Les points de contrôle proviennent de l'inspection du 11 mai 2021 à l'issue de laquelle l'exploitant avait pris les dispositions suivantes : |
|---|--|---|
| Utilisation des fours dans leur domaine de fonctionnement | Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 1 | L'exploitant a pris les dispositions nécessaires pour maintenir les points de fonctionnement des fours dans le diagramme de combustion. |
| Conditions d'exploitation des produits pulvérulents | Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 1 | L'exploitant a pris les dispositions nécessaires pour installer une caméra sur l'évent du silo de bicarbonate . |
| Suites de l'incident de mars 2021 | Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 1 | L'exploitant a rendu accessible en salle de commande les informations relatives à l'étanchéité des registres de bypass et à intégré à la GMAO la maintenance de leurs joints. |
| Dispositions relatives aux mesures périodiques | Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021 article 3.6.2.2 | L'exploitant a fait réaliser les procédures d'étalonnage triennales et de surveillance annuelles des analyseurs en continu des rejets atmosphériques. |

2-3. Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation des fours en 2021 a été réalisée dans leur domaine de conception. De nombreux dépassements des limites réglementaires de rejets atmosphériques ont été mis en évidence en 2021. Des mesures correctives ont été prises par l'exploitant dont l'efficacité sera évaluée en 2022. L'étalonnage de la mesure en continu des poussières doit être amélioré, notamment au vu des différences entre les mesures en continu et les mesures normées pendant les analyses semestrielles. La gestion des mâchefers doit en outre faire l'objet d'une surveillance stricte de la part de l'exploitant.

Nous demanderons à l'exploitant de réaliser les actions suivantes :

- transmettre sous un mois la synthèse des dispositions prises et des résultats attendus pour réduire les dépassements des limites réglementaires de rejet atmosphériques mesurés sur 30 minutes et sur 24 heures,
- établir sous trois mois une procédure définissant les moyens à mettre en oeuvre pendant les procédures QAL2 et AST afin d'optimiser la variation de la concentration de chaque paramètre surveillé en continu, dans sa plage de rejet réglementaire,
- nous indiquer sous un mois l'organisation qu'il met en oeuvre pour assurer le contrôle de la gestion des mâchefers dans le cadre du contrat qu'il a passé avec la société EISER,
- concernant le chantier de valorisation des mâchefers de l'échangeur de Chambéry :
 - justifier sous un mois l'écart entre la quantité demandée dans la fiche de chantier et d'engagement des parties de 4200 tonnes et les 9692 tonnes mises en oeuvre,
 - justifier sous un mois le respect de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 compte tenu du constat, réalisé lors de la visite du chantier au niveau de l'A43, de la présence, à moins de 30 mètres du lieu de mise en oeuvre des mâchefers, d'un fossé d'autoroute dans lequel circule de l'eau en permanence.
- concernant le chantier de la Ferme du Trèfle à Vandeins :
 - justifier sous un mois l'écart entre la quantité demandée dans la fiche de chantier et validée par l'hydrogéologue et celle utilisée réellement. Dans ce cadre, un avis hydrogéologique complémentaire sera transmis,
 - vérifier sous un mois la pose d'un enduit de protection et de grave ainsi que l'adéquation entre la protection des mâchefers et le trafic routier, et le cas échéant animal, qu'ils supporteront avant et après la pose de l'enrobé définitif,
- transmettre sous 3 mois copie de la commande du système d'enregistrement vidéo des déchargements de déchets prescrit par l'article D. 541-48-1 du code de l'environnement.

2-4. Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Utilisation des fours dans leur domaine de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 1

Prescription contrôlée : l'incinération de déchets non dangereux est autorisée dans 2 fours de capacités totales de 12 tonnes par heure et 96 000 tonnes par an de déchets de PCI compris entre 2200 et 2600 kcal/kg, et de 2,5 tonnes par heure et 20 000 tonnes par an de boues de stations d'épuration urbaines.

Constats : L'exploitant nous a indiqué les quantités de déchets valorisés thermiquement en 2021 :

- ligne 1 : 47951 tonnes de déchets et 7615 tonnes de boues,
- ligne 3 : 45739 tonnes de déchets et 6116 tonnes de boues.

Il nous a présenté les points de fonctionnement des deux fours dans leur diagramme de combustion en précisant que le PCI moyen des déchets, déterminé chaque mois selon la méthode de la FNADE, était de 2450 kcal/kg. Ces constats n'appellent pas de remarques de notre part.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 2 : Conditions d'exploitation des produits pulvérulents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 1

Prescription contrôlée : les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux dossiers de demande d'autorisation et de modifications des conditions d'exploitation précitées, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Lors de l'inspection du 16 octobre 2020, nous avons constaté une défaillance du système de collecte des REFIOM dans le silo dédié générant des dépôts anormaux dans le bâtiment abritant ce silo. Par ailleurs, nous avons constaté que l'évent du silo de bicarbonate n'était pas visible depuis le poset de dépotage. Cette situation pouvait conduire, en cas de rupture du filtre à manche situé au niveau de l'évent lors d'un dépotage, à un rejet de bicarbonate non détecté et non maîtrisé. Nous avons donc demandé à l'exploitant de prendre des dispositions pour éviter les incidents concernant la gestion de ces déchets et produits pulvérulents.

Constats : Nous avons constaté que les silos de bicarbonate et de REFIOM étaient sous surveillance caméra. La focale de ces caméras ne permet pas de visualiser précisément les événements mais un rejet lié à une rupture des filtres à manches pendant un dépotage ou un chargement de camion serait détecté. L'exploitant nous a indiqué que cette focale serait changée prochainement.

Lors de la visite, nous avons constaté que le filtre à manche du silo de REFIOM était dans un état satisfaisant et que le local n'était plus empoussiéré comme nous l'avions constaté en 2020.

Ces constats n'appellent pas de remarques de notre part.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 3 : Suites de l'incident de mars 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 1

Prescription contrôlée : les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément aux dossiers de demandes d'autorisation et de modifications des conditions d'exploitation précitées, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Entre le 16 et le 23 mars 2021, l'exploitant s'était aperçu de la présence de poussières dans le rejet atmosphérique de la ligne 1 en raison d'une fuite du bypass du filtre à manche. L'exploitant s'était engagé à mettre en oeuvre sur les 2 lignes, les actions correctives suivantes :

- instrumentation de la pression entre les deux registres de fermeture du bypass avec affichage en salle de commande pour détecter rapidement une éventuelle inétanchéité. Ces travaux étaient prévus au plus tard en octobre 2021.
- intégration à la GMAO de la périodicité de surveillance annuelle du joint défaillant.

Constats : Nous avons vérifié, sur les deux lignes, que la mesure de pression entre les deux registres de fermeture du bypass était bien reportée en salle de commande et que la GMAO prévoyait le remplacement du joint de ces registres à chaque arrêt technique annuel. Ces constats n'appellent pas de remarques de notre part.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 4 : Respect des limites réglementaires des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 3.5.3

Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées au point 3.5.2 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (C.O.T.), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote et l'ammoniac,
- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote et l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites définies au point 3.5.2, ...

La somme des durées de fonctionnement de chaque four, sur une année, pendant lesquelles les concentrations dans les rejets atmosphériques ou aqueux mesurées en continu en application des points 3.6.2 et 3.6.3, peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, consécutivement à des arrêts, des dérèglements ou des défaillances techniques des installations d'incinération ou de traitement des effluents, doit être inférieure à 60 heures.

Constats : L'exploitant nous communique le bilan des dépassements des limites réglementaires :

Ligne 1 :

- 56.5 heures cumulées de dépassement des limites semi-horaires pour une limite réglementaire de 60 heures,
- 4 jours de dépassement de moyenne 24 heures.

Ligne 3 :

- 42.5 heures cumulées de dépassement des limites semi-horaires pour une limite réglementaire de 60 heures,
- 3 jours de dépassement de moyenne 24 heures.

Les dépassements des moyennes semi-horaires sont principalement dus aux paramètres CO, HCl et HF. L'analyse de l'exploitant de ces dépassements est la suivante :

Dépassement en acide chlorhydrique :

- défaut d'injection ou mauvaise régulation du bicarbonate qui traite les acides dans les filtres à manches notamment par bourrage ou encrassement du capteur de niveau de la trémie avant injection,
- défaut d'injection du glycol lors du broyage du bicarbonate pour le rendre plus fin,
- basculement de l'alimentation normale d'un four vers l'alimentation de secours qui provoque une interruption de l'injection pendant environ 10 minutes.

L'exploitant nous a indiqué que les régulations avaient été fiabilisées.

Dépassements en monoxyde de carbone : les dépassements se produisent avec des déchets de faible PCI. En fin d'année, des déchets de différentes provenances ont été incinérés pour dépanner plusieurs collectivités : SIDEFAGE, STOC, Savoie Déchets. Il est possible que les PCI aient varié selon leur provenance. Une fiche de dysfonctionnement a été créée pour demander au constructeur, ENGIE FABRICOM de traiter ce problème.

Dépassements en acide fluorhydrique : il est possible que des déchets riches en fluor aient été incinérés sans avoir été identifiés. Il apparaît en outre qu'après un pic de HF la teneur mesurée ne redescend que très lentement ce qui pourrait traduire également un problème métrologique.

Concernant les dépassements sur 24h, on compte :

- sur la ligne 1 : 3 dépassements en HF et 1 dépassement en NOx,
- sur la ligne 3 : 1 dépassement en HF et 2 dépassements en NOx.

Nous demanderons à l'exploitant de nous transmettre, sous un mois, une synthèse des dispositions prises et des résultats attendus pour réduire les dépassements sur 30 minutes et sur 24 heures.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Point de contrôle n° 5 : Conditions générales de la surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 3.6.1

Prescription contrôlée : l'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent.

Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

Constats : l'étalonnage des équipements de mesures en continu se traduit par une procédure dite QAL2, réalisée tous les 3 ans, qui consiste à comparer les résultats des analyseurs du site à des mesures de référence sur des plages de variation pour chaque paramètre mesuré en continu. Une droite de correction est alors déterminée pour chacun de ces paramètres et intégrée au système de surveillance en continu afin de traiter les résultats bruts des analyseurs.

L'installation correcte et le bon fonctionnement de ces équipements se traduit par une procédure dite AST, réalisée tous les ans, consistant à vérifier, pour chaque paramètre surveillé en continu, que la droite de correction déterminée par la procédure QAL2 est toujours valide. Dans la négative, la procédure QAL2 est anticipée pour le paramètre en question.

L'exploitant nous a présenté les dernières procédures QAL 2 et AST réalisées pour chaque ligne :

Ligne 1 :

- QAL 2 multi gaz du 19 au 22 octobre 2020,
- AST du 15 au 26 mars 2021 détectant des anomalies en HF et HCl,
- QAL 2 poussières du 31 mai au 8 juin 2021 suite à la dernière procédure AST et à l'incident de mars 2021 de non détection d'un rejet incidentel en poussières,
- QAL 2 HF et HCl du 26 au 29 juillet 2021,

Ligne 3:

- QAL2 multi gaz d'avril 2019,
- AST du 15 au 26 mars 2021 ne détectant aucune anomalie,
- QAL 2 poussières du 31 mai au 8 juin 2021, suite à l'incident de mars 2021 sur la ligne 1 de non détection d'un rejet incidentel en poussières.

Nous avons par ailleurs vérifier que, sur les deux lignes, les droites de correction des dernières procédure QAL 2 étaient bien intégrées au système d'autosurveillance

Le rapport de la procédure QAL2 poussières sur les lignes 1 et 3 du 31 mai au 8 juin 2021 précise les plages de validité suivantes :

- ligne 1, analyseurs titulaire et redondant : 0 - 3 mg/Nm³,
- ligne 2, analyseurs titulaire et redondant : 0 - 9.2 mg/Nm³.

Ces analyseurs doivent donner des résultats fiables jusqu'à la limite réglementaire de rejet mesurée sur 30 minutes fixée à 30 mg/Nm³. Précisons que ces plages de validité n'atteignent pas la limite réglementaire calculée sur 24 heures fixée à 10 mg/Nm³. D'une façon générale, il est nécessaire que pour chaque paramètre la plage de validité des procédures QAL2 recouvre la plage de concentration de rejet réglementaire la plus étendue c'est à dire calculée sur 30 minutes.

L'exploitant nous a indiqué qu'il était difficile de faire varier certains paramètres, notamment le HF ou le NH₃, jusqu'à leur limite réglementaire.

Nous demandons à l'exploitant d'établir sous trois mois une procédure définissant les moyens à mettre en oeuvre pendant les procédures QAL2 et AST afin d'optimiser la variation de la concentration de chaque paramètre surveillé en continu, dans sa plage de rejet réglementaire.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Point de contrôle n° 6 : Dispositions relatives aux mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 9 septembre 2021, article 3.6.2.2

Prescription contrôlée : L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation(COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu.

Il doit également faire réaliser par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an, sur chacun des fours, du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), des dioxines et furannes et des PCB type dioxines. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulaire et gazeuse avant d'effectuer la somme.

Constats : Nous avons examiné les résultats de la surveillance en continu du paramètre poussières pendant la dernière campagne d'analyses réalisée par SOCOTEC du 17 au 19 août 2021. L'exploitant nous a indiqué que les corrections des procédures QAL2 de 2021 n'avaient été intégrées qu'après la réception des rapports en septembre 2021. Jusqu'à cette date, aucune correction QAL 2 n'était appliquée aux résultats des analyseurs, la droite de correction étant $y=x$. Pour effectuer ces comparaisons, nous avons :

- appliqué la nouvelle correction déterminée lors de la procédure QAL2 de 2021,
- ajouté l'intervalle de confiance de 30 % à la mesure de la surveillance en continu afin de pouvoir la comparer à la mesure normée.

Précisons que nous ne savons pas si la surveillance a été réalisée par les analyseurs titulaires ou par les redondants, l'information n'étant pas disponible de façon instantanée. Toutefois, les droites de corrections étant très proches sur chaque ligne, nous avons, en accord avec l'exploitant, appliqué celles des titulaires, considérant que les résultats ne seraient pas significativement différents s'ils avaient été délivrés par les redondants.

La comparaison donne les résultats suivants :

Ligne 1 - le 17 août 2021

- entre 11h50 et 13h15, mesure normée : 0.15 mg/Nm^3 ,
- entre 11h30 et 13h30, analyseur en continu : 2.45 mg/Nm^3 en moyenne, soit, après les corrections précitées, 0.64 mg/Nm^3 .

Ligne 3 - le 19 août 2021

- entre 9h28 et 10h28, mesure normée : 0.67 mg/Nm^3 ,
- entre 11h30 et 13h30, analyseur en continu : 0.54 mg/Nm^3 en moyenne, soit, après les corrections précitées, 1.94 mg/Nm^3 .

Ces comparaisons montrent que les résultats des analyseurs du site sont éloignés de ceux des mesures normées d'un facteur de l'ordre de 3 à 4. Compte tenu du fait que ces valeurs sont faibles au regard des limites réglementaires il est probable que l'incertitude soit plus importante.

L'exploitant nous a indiqué que suite aux problèmes rencontrés sur le site concernant les poussières, il allait installer sur les deux lignes, d'ici la fin du 1er semestre 2022, des opacimètres afin de disposer de mesures fiables. Une procédure QAL2 garantira leur étalonnage.

Les sondes actuelles seront laissées en place pour mesurer en continu le débit et la température, mais elles ne serviront plus pour les poussières.

Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 7 : Gestion des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18 novembre 2011, article 1

Prescription contrôlée : dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif à la valorisation en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

Constats : Le site dispose de 2 aires de stockage de mâchefers, l'une au nord du site en sortie d'usine, l'autre au sud où ils sont maturés. L'exploitant nous a indiqué que les mâchefers produits en 2022 seront stockés sur l'aire nord du site puis envoyés sur l'installation de maturation et d'élaboration (IME) de la société EISER à Loire sur Rhône. Ils y seront stockés par lots, sans mélange, puis valorisés en technique routière. Les mâchefers produits en 2021 seront valorisés par la société STVM dans le cadre de la fin de son marché. Les lots présents sur le site devraient être valorisés pour mi 2022.

Suite au contrat d'un an renouvelable 3 fois passé avec EISER, les élus du SILA choisiront entre la poursuite de la prestation de EISER après 2022 et le traitement des mâchefers sur le site de Chavanod après couverture des plateformes et dans le respect des MTD.

Le SILA étant responsable de la valorisation des mâchefers qu'il a produits et qui seront gérés par lots par la société EISER, nous lui demandons de nous indiquer sous un mois l'organisation qu'il met en oeuvre pour assurer le contrôle de leur gestion.

Nous avons examiné les dossiers des chantiers de valorisation depuis l'inspection du 11 mai 2021 :

Echangeur de Chambéry (73) : 9692 tonnes de mâchefers ont été valorisées sur deux tronçons de part et d'autre de l'échangeur de Chambéry, sur l'A43 et l'A41. Les mâchefers ont été mis en place sous la voirie et en talus recouverts de 0.3 m de terre végétale. L'exploitant nous a présenté :

- l'avis de M. Silvestre, hydrogéologue, du 1er juillet 2020, réalisé pour le SILA, ainsi que l'avis du bureau Cohérence du 3 août 2020, réalisé pour Savoie déchets qui exploite l'incinérateur de Chambéry et dont les mâchefers ont également été utilisés sur le chantier,
- la fiche de chantier et d'engagement des parties, signée par le SILA le 3 juin 2021, qui porte sur l'utilisation de 4200 tonnes de mâchefers de qualité V2.

Ce chantier qui a fait l'objet d'une visite dans le cadre de l'inspection, dans le secteur de l'autoroute A43, appelle de notre part les demandes suivantes :

- justifier sous un mois l'écart entre la quantité demandée dans la fiche de chantier et d'engagement des parties de 4200 tonnes et les 9692 tonnes mises en oeuvre,
- justifier sous un mois le respect de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 compte tenu du constat, réalisé lors de la visite du chantier, de la présence, à moins de 30 mètres de la mise en oeuvre des mâchefers, d'un fossé d'autoroute dans lequel circulait de l'eau.

La Ferme du Trèfle à Vandeins (01) : 4661 tonnes de mâchefers ont été valorisés sur des voiries d'une ferme. L'exploitant nous a présenté :

- l'avis de M. Silvestre, hydrogéologue, du 25 octobre 2021, pour l'utilisation d'un volume de mâchefers de 1850 m³ (environ 3000 tonnes) et désignant le secteur d'étude,
- la fiche de chantier et d'engagement des parties signée par le SILA le 24 octobre 2021 qui porte sur l'utilisation de 2950 tonnes de mâchefers de qualité V1 ou V2.

Les représentants de STVM nous ont indiqué qu'une couverture constituée d'un enduit de protection et de 0.1 m de grave serait mis en place début février 2022 pour protéger les mâchefers des eaux de pluie et supporter le trafic routier pendant la construction des bâtiments desservis par les voiries. Un enrobé sera ensuite mis en place à titre de couverture définitive.

Ce chantier qui n'a pas fait l'objet de visite appelle de notre part les demandes suivantes :

- justifier sous un mois l'écart entre la quantité demandée dans la fiche de chantier et validée par l'hydrogéologue et celle utilisée réellement. Dans ce cadre, un avis hydrogéologique complémentaire sera transmis, confirmant également l'emprise parcellaire concernée,
- vérifier sous un mois la pose d'un enduit de protection et de grave avant mi février 2022 ainsi que l'adéquation entre la protection des mâchefers et le trafic routier qu'ils supporteront avant et après la pose de l'enrobé.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Point de contrôle n° 8 : Contrôle vidéo des déchargements de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article D. 541-48-1

Prescription contrôlée :

I. Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2021 :

...

- aux installations d'incinération de déchets relevant de la rubrique 2771 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

...

II. L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre I^{er}, du chapitre I^{er} du titre IV et du titre I^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.

Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;
- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

...

Constats : Le SILA nous a indiqué qu'il avait mandaté IDEX pour réaliser les travaux de mise en place de caméras. IDEX nous a indiqué que le retour de l'appel d'offre était prévu pour début février 2022, qu'il sera suivi rapidement d'une passation de marché et que le système serait opérationnel fin juin 2022.

L'échéance réglementaire est dépassée. Toutefois le Ministère a accordé un délai jusqu'au 1^{er} septembre 2022 compte tenu des difficultés de mise en place de ces dispositions.

Dans ces conditions, nous demandons à l'exploitant de nous transmettre sous 3 mois copie de la commande du système d'enregistrement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

